Sénégal : Si « DIOMAYE MOY SONKO » demeure, pourquoi Sonko a-t-il quitté la Primature ?

MALI 2013

L'information est l'oxygène des temps modernes JEUDI 10 SEPTEMBRE 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Abass Dembélé, Nema Sagara et leurs co-accusés : Un procès majeur, mais avec quelle défense ?



Mali–Banque Mondiale : Nicola pontara reçu à la primature pour redynamiser la coopération



Lutte contre l'enrichissement illicite : Le ramlcdf interpelle le ministre de la justice sur la déclaration de biens

Sommaire

P.04



P21



P.19



UNE /

Abass Dembélé, Nema Sagara et leurs co-accusés : Un procès majeur, mais avec quelle défense ? — P 04

BRÈVES /

De Kigali à Libreville : La diplomatie passe le relais à la justice gabonaise — P 11

Sénégal : Si « DIOMAYE MOY SONKO » demeure, pourquoi Sonko a-t-il quitté la Primature ? — P 11

CEDEAO : Birame Diop appelle à une solidarité régionale renouvelée — P 12

Ibrahim Traoré inaugure TEXFORCES-BF : Un complexe textile de 17 milliards de FCFA — P 13

ACTUALITÉ /

Sécurisation du numérique au Mali : Médias et société civile en conclave à Bamako — P 15

Sécurité, genre et climat à Ségou : Les comités consultatifs de sécurité passent à l'action — P 17

POLITIQUE /

Lutte contre l'enrichissement illicite : Le ramlcdf interpelle le ministre de la justice sur la déclaration de biens — P 19

Mali–Banque Mondiale : Nicola pontara reçu à la primature pour redynamiser la coopération — P 21

CULTURE & SOCIETÉ /

Mois du tourisme au Mali : Sékou Dolo, un demi-siècle au service de la destination mali — P 24

INTERNATIONAL /

Traitement des maladies rénales au Mali : La visite de la ministre rassure les patients dialysés de Bamako — P 26

Al Aminou Lo met la dette et la redevabilité au cœur de sa communication : Une sortie qui relance le débat sur la gestion de l'État — P 27

SPORT /

TOURNOI UFOA-A SÉNÉGAL 2026 – QUALIFICATIF CAN U17 : Le Mali tenu en échec par le Libéria d'entrée — P 29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Abass Dembélé, Nema Sagara et leurs co-accusés : Un procès majeur, mais avec quelle défense ?



Auditionnés de nouveau dans le cadre des préparatifs de leur jugement, les généraux Abass Dembélé et Nema Sagara, ainsi que leurs co-accusés, pourraient comparaître devant le Tribunal militaire de Bamako à la mi-octobre 2026. Après plus d'un an de procédure, cette affaire sensible entre dans une phase décisive. Mais une question majeure accompagne désormais l'imminence du procès : celui-ci se tiendra-t-il en l'absence de Me Mountaga Tall, l'un des avocats des accusés, dont le retour sain et sauf est toujours attendu ?

Le compte à rebours judiciaire semble avoir commencé pour les généraux Abass Dembélé et Nema Sagara et leurs co-accusés. Les nouvelles auditions effectuées devant le Tribunal militaire de Bamako et achevées le mardi 8 septembre constituent un indice supplémentaire de l'accélération de la procédure.

Selon des sources proches du dossier, les deux officiers généraux auraient rejeté les accusations portées contre eux, notamment celles relatives à un présumé complot et à une tentative de déstabilisation des institutions de la République.

Ces accusations restent à établir devant la juridiction compétente. C'est précisément tout l'enjeu du procès annoncé.

Octobre, le mois de vérité ?Aucune date officielle d'ouverture des audiences n'a encore été rendue publique. Plusieurs sources évoquent néanmoins la mi-octobre 2026. Si cette échéance se confirme, elle ouvrira une séquence judiciaire particulièrement importante, plus d'un an après les arrestations intervenues en août 2025.

Le Procureur général près la Cour suprême, Mamoudou Timbo, avait d'ailleurs indiqué récemment sur ORTM1 que l'instruction concernant les militaires poursuivis était à un stade avancé et qu'un jugement interviendrait prochainement.

Mais l'imminence de ce procès soulève une autre question qu'il serait difficile d'éluder : la situation de Me Mountaga Tall, avocat de plusieurs accusés dans cette affaire.

Et Me Mountaga Tall ? Ce procès important, voire inédit par la qualité des personnes poursuivies et la gravité des accusations, ne devrait-il pas attendre que toutes les conditions d'une défense pleine et entière soient réunies ?

L'espoir est, en tout cas, que l'audience ne s'ouvre pas avant le retour sain et sauf de Me Mountaga Tall.

Son absence n'est pas anodine dans ce dossier. Avant sa disparition, l'avocat avait sérieusement contribué à faire avancer la défense de ses clients. Son implication dans la procédure avait permis, selon les éléments communiqués autour du dossier, d'obtenir des avancées tangibles. Sa connaissance du dossier, de la procédure suivie et de la stratégie de défense constitue donc un élément qui ne saurait être ignoré à l'approche d'un procès d'une telle importance.

Il ne s'agit évidemment pas de nier la possibilité pour les accusés d'être assistés par d'autres



conseils. Mais la tenue d'un procès aussi sensible en l'absence d'un avocat qui a joué un rôle déterminant dans la défense poserait inévitablement question.

Le procès doit aussi être celui des garanties. L'enjeu dépasse d'ailleurs les seuls accusés. Lorsque des généraux de l'armée sont poursuivis pour des faits aussi graves qu'une présumée tentative de déstabilisation des institutions, la justice doit pouvoir établir les responsabilités dans des conditions qui ne laissent aucune place au doute sur le respect des droits fondamentaux.

Quels actes précis sont reprochés aux accusés ? Quelles preuves soutiennent les charges ? Quel aurait été le rôle de chacun ? Les débats devront apporter des réponses précises.

Mais le procès devra aussi démontrer que, même dans les affaires touchant à la sûreté de l'État, les droits de la défense demeurent une exigence fondamentale.

À quelques semaines d'une possible audience, tous les regards sont donc tournés vers le Tribunal militaire de Bamako. Mais ils restent également tournés vers Me Mountaga Tall.

Car après le temps des accusations et de l'instruction doit venir celui des preuves et du débat contradictoire. Et pour un procès de cette importance, la recherche de la vérité judiciaire gagnerait à se faire avec une défense disposant pleinement de ses moyens.

Espérons donc que l'heure du procès ne sonnera pas avant celle, tant attendue, du retour sain et sauf de Me Mountaga Tall.

Moctar Sow

- Mali Actu

Sécurisation des axes routiers : de nouveaux convois de carburant escortés par les FAMa débarquent à Koutiala et Ségou !

Mobilisant de nouveau la force de frappe logistique et sécuritaire de l'armée pour ravitailler l'intérieur du pays, les Forces armées maliennes ont mené à bien les 5 et 8 septembre 2026 l'acheminement de camions citernes de carburant jusqu'à Koutiala et Ségou, où les services régionaux de la DGCC supervisent activement le dépotage pour garantir un approvisionnement fluide et régulier des stations-service locales.



- Lassana Traore

Le féminisme n'est pas de s'opposer aux hommes, de les blâmer ou les traîter comme des démons.

Au lieu de dire aux femmes de ne pas peur du divorce dites les simplement de rester célibataires.

Si c'est cela l'esprit du féminisme au Mali qui était sensé d'être un réseau pour défendre les droits des femmes certains propos doivent être recadrés par les autorités.

Je félicite le réseau ROCP qui milite au fil des années pour aider les groupements des femmes à être autonome qui n'a jamais tenu un tel propos .



- Conseil National de la Jeunesse du Mali / Section USA

GRAND DIALOGUE INSTITUTIONNEL DE HAUT NIVEAU

Dans le cadre du Grand Forum de la Jeunesse Malienne aux États-Unis 2026, le CNJ-Mali Section USA organise une rencontre majeure autour du thème :

« Comment faire de la jeunesse de la diaspora un partenaire stratégique de la refondation ? »

Sous la modération de Sounou Bah, ce dialogue réunira M. Abdoul Kassim Ibrahim Fomba, Ministre de la Jeunesse et des Sports, Sory Ibrahim Cissé, Mohamed El Mansour Ag Almahamoud et Halimatou Hamida Moumouni.

Au-delà des discours, cette rencontre vise à faire émerger des propositions concrètes pour renforcer la participation, le leadership et la contribution durable de la jeunesse malienne de la diaspora au développement du Mali.

Samedi 5 septembre 2026

0h40–12h30

Hilton Philadelphia City Avenue

4200 City Ave, Philadelphia, PA 19131

**La diaspora est une force. Sa jeunesse doit être pleinement associée à la construction de l'avenir du Mali.

#GrandForum2026 #CNJMaliUSA #JeunesseMalienne #DiasporaMalienne



- KIIRAAY (LES PATRIOTES RÉPUBLICAINS) OFFICIEL

Suite à l'annonce du Premier ministre sur l'avancée majeure du projet SAR 2, nous adressons nos chaleureuses félicitations au DG Abib Diop et à toute l'équipe de la Société Africaine de Raffinage - SAR .

Cette étape décisive vers la modernisation de l'outil de raffinage et le développement du complexe pétrochimique marque un grand pas pour la souveraineté énergétique du Sénégal.

Kiiraay - Les Patriotes Républicains

Kiiraay Touba-Les Patriotes Républicains

Kiiraay TV



- For You MEDIA Africa

Élysée : #EmmanuelMacron accueille #DenisSassouN'Guesso pour un entretien bilatéral stratégique

Le chef de l'État congolais, Denis Sassou-N'Gueso, a été reçu ce mercredi à l'Élysée par le président français, Emmanuel Macron. Cette rencontre au sommet s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations historiques de partenariat entre la République du #Congo et la #France..



- Economic Commission for Africa

POINTES PRINCIPALES DE L'IMAGE | 14e Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique

La 14e Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-XIV) a commencé à Addis-Abaaba, en Éthiopie, rassemblant des décideurs politiques, des experts, des chercheurs et des partenaires du développement pour faire avancer l'action climatique et l'agenda de développement durable en Afrique.

Dans le cadre du thème « Des promesses à la mise en œuvre : Le plan de route de Belem–Antalya–Addis », la conférence a lieu du 7 au 9 septembre 2026, à Addis-Abaaba, en Éthiopie

#CCDA14 #ClimateChange #ClimateAction #Africa #SustainableDevelopment #AfricanDevelopment



- GAO INFOS

GOUVERNANCE ET LEADERSHIP PUBLIC AU MALI

Sidibé Zamilatou Cissé : L'empreinte d'une grande servitrice de l'État

De la rigueur du Trésor public à la restructuration financière de l'INPS, le parcours de Mme Sidibé Za-

milatou Cissé s'impose aujourd'hui comme un modèle d'intégrité et de performance administrative en Afrique de l'Ouest.

Dans le cercle restreint des haut-fonctionnaires ayant marqué l'administration publique malienne, Mme Sidibé Zamilatou Cissé occupe une place d'exception. Inspecteur des Services Économiques de formation, cette gestionnaire hors pair s'est imposée au fil des décennies comme une figure centrale du redressement financier et de la modernisation de l'État.

Une carrière au cœur des leviers stratégiques de la nation

Son ascension repose sur une maîtrise parfaite des rouages des finances publiques. Entre le 23 août 2009 et le 18 août 2013, elle insuffle une dynamique de rigueur à la tête de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Cette expertise l'amène tout naturellement au poste de Secrétaire Générale du Ministère de l'Économie et des Finances, où elle pilote la transition vers la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et préside le Comité national de pilotage du programme de filets sociaux Jigisemejiri.

Appelée ensuite à la Primature pour diriger le Cabinet du Premier ministre, elle démontre une capacité rare à coordonnateur l'action gouvernementale avant de se voir confier, en Conseil des ministres le 10 juillet 2019, la direction de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS).

Le « miracle » financier de l'INPS (2019-2021)

À la tête de l'INPS jusqu'en octobre 2021, Mme Sidibé Zamilatou Cissé orchestre une restructuration financière sans précédent. Son mandat, fondé sur l'assainissement et la transparence, laisse un bilan comptable remarquable :

- Désendettement global : Remboursement anticipé de la totalité des emprunts bancaires et apurement complet des dettes d'exploitation à terme échu.

- Optimisation de la trésorerie : Renégociation des Dépôts à Terme (DAT) auprès du réseau bancaire, dégageant des taux de rémunération historiquement avantageux pour les capitaux de l'institution.

- Conformité réglementaire : Régularisation intégrale des cotisations sociales, notamment l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) et la taxe ANPE.

Un modèle de transmission pour les générations futures

Au-delà des chiffres, son leadership pragmatique a permis de stabiliser durablement le climat social au sein de l'organisme de protection sociale.

Aujourd'hui sollicitée dans l'ombre pour son expertise en matière de gouvernance financière et de réformes institutionnelles, elle incarne une référence morale et professionnelle. Régulièrement choisie comme marraine de promotions universitaires — notamment à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG) , Mme Sidibé Zamilatou Cissé continue d'inspirer la jeunesse émergente, léguant à la nouvelle génération de cadres maliens l'exemple d'une culture du résultat inébranlable.

Ibrahim Coulibaly gaoinfos.com



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

De Kigali à Libreville : La diplomatie passe le relais à la justice gabonaise



L'affaire Augustin Lobelle Yembi entre dans une nouvelle phase. Interpellé le 3 septembre 2026 à l'aéroport international de Kigali, au Rwanda, à la suite d'une altercation avec un superviseur de la compagnie RwandAir, le député gabonais a finalement été remis aux autorités de son pays après des démarches diplomatiques engagées par Libreville.

Membre de la 14e législature et de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Augustin Lobelle Yembi aurait été impliqué, lors d'une escale à Kigali, dans un incident au cours duquel il est accusé de violences verbales et physiques à l'encontre d'un agent aéroportuaire. Interpellé par la police rwandaise, le parlementaire avait été placé en garde à vue avant d'être maintenu en détention.

La situation, potentiellement embarrassante sur le plan diplomatique, a conduit les autorités gabonaises à engager des consultations avec Kigali. Sous l'impulsion de la présidence de la République et du ministère des Affaires étrangères, ces démarches ont abouti à la remise du député aux autorités gabonaises.

Mais son retour à Libreville ne devrait pas signifier la fin de l'affaire. Selon les informations disponibles, la justice gabonaise doit désormais examiner les faits afin de déterminer les éventuelles responsabilités pénales du parlementaire.

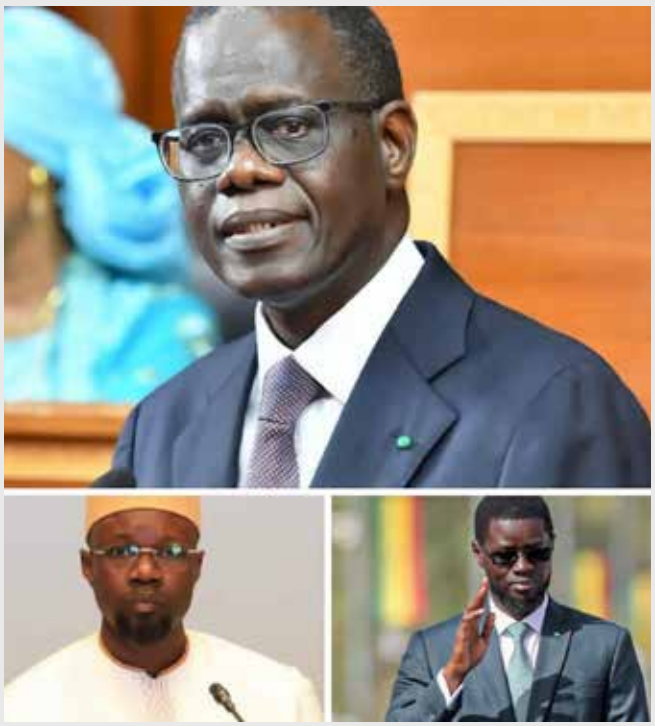
L'Assemblée nationale pourrait également être appelée à se prononcer. Si les nécessités de la procédure judiciaire l'exigent, la question de l'immunité parlementaire d'Augustin Lobelle Yembi pourrait notamment être examinée conformément aux procédures en vigueur.

Au-delà du sort personnel du député, l'affaire constitue désormais un test pour les institutions gabonaises. La diplomatie aura permis de ramener un élu national au pays ; il appartient désormais à la justice d'établir les faits et les responsabilités.

L'enjeu est double : garantir à l'élu le respect de ses droits tout en démontrant qu'un mandat parlementaire ne saurait être synonyme d'impunité.

Arouna Sidibé

Sénégal : Si « DIOMAYE MOY SONKO » demeure, pourquoi Sonko a-t-il quitté la Primature ?



La Déclaration de politique générale du Premier ministre Ahmadou Al Aminou Lo a remis au centre du débat sénégalais une question qui continue d'alimenter les interrogations : pourquoi Ousmane Sonko a-t-il quitté la Primature si le pouvoir revendique toujours l'héritage politique commun résumé par la formule « Diomaye moy Sonko, Sonko moy Diomaye » ?

Devant les députés, Ahmadou Al Aminou Lo a inscrit l'action de son gouvernement dans une continuité assumée avec le président Bassirou Diomaye Faye, mais également avec son prédécesseur Ousmane Sonko. Une reconnaissance qui, loin de refermer le débat, lui donne une nouvelle dimension.

L'ancien président de l'Assemblée nationale, El Malick Ndiaye, a d'ailleurs relevé cette apparente contradiction. Tout en saluant la reconnaissance des chantiers engagés sous Sonko, il a posé une question politiquement lourde : « Pourquoi changer une équipe aussi performante et qui gagne ? »

Derrière cette interrogation se pose celle de la cohérence du projet issu de l'élection présidentielle de 2024. Les électeurs avaient porté Bassirou Diomaye Faye au pouvoir sur une promesse de rupture et de transformation profonde du système. Ousmane Sonko, figure centrale de cette dynamique, avait ensuite été nommé Premier ministre.

Son départ de la Primature soulève donc inévitablement des questions sur l'évolution du tandem qui incarnait cette rupture.

Si le nouveau gouvernement poursuit les réformes et chantiers engagés par Sonko, pourquoi fallait-il changer de Premier ministre ? S'agit-il d'une simple réorganisation du dispositif gouvernemental, de divergences sur la méthode ou d'une évolution plus profonde des rapports au sommet de l'État ?

Au-delà des slogans, c'est désormais sur la cohérence entre les engagements de 2024, la continuité revendiquée et les choix politiques actuels que le pouvoir sénégalais sera attendu.

Arouna Sidibé

CEDEAO : Birame Diop appelle à une solidarité régionale renouvelée



Face aux défis sécuritaires, économiques et géopolitiques qui secouent l'Afrique de l'Ouest, le président de la Commission de la CEDEAO, Birame Diop, plaide pour une accélération de l'intégration régionale et un renforcement des partenariats internationaux.

À Abuja, le 4 septembre 2026, Birame Diop a lancé cet appel lors d'une rencontre de haut niveau réunissant ambassadeurs, chefs de missions diplomatiques, partenaires au développement et représentants d'organisations internationales.

Pour le président de la Commission, l'environnement régional et international impose aux États ouest-africains de renforcer leur capacité d'action collective. « L'intégration régionale n'est pas seulement une option ; c'est une nécessité stratégique », a-t-il déclaré, estimant qu'elle constitue la voie la plus efficace pour bâtir une Afrique de l'Ouest « prospère, résiliente et inclusive ».

Cette rencontre a également permis à la nouvelle direction de la Commission de réaffirmer la place de la coopération internationale dans la réalisation des ambitions communautaires. Birame Diop a notamment rendu hommage aux partenaires diplomatiques et de développement pour leur accompagnement durant les 50 années d'existence de l'organisation régionale.

Selon lui, cette coopération a contribué aux avancées enregistrées dans plusieurs domaines : sécurité, gouvernance démocratique, infrastructures, as-

sistance humanitaire, renforcement institutionnel et intégration économique.

Mais la CEDEAO entend désormais ouvrir une nouvelle étape. Sa Commission veut améliorer l'efficacité des mécanismes communautaires et accroître l'impact concret de la coopération régionale sur les populations.

Dans un contexte ouest-africain marqué par les crises sécuritaires, les difficultés économiques et les recompositions géopolitiques, l'appel de Birame Diop traduit ainsi une volonté de repositionnement.

Pour la CEDEAO, après un demi-siècle d'existence, le défi consiste désormais à transformer davantage la solidarité régionale en réponses concrètes aux préoccupations des États et des citoyens.

Arouna Sidibé

Ibrahim Traoré inaugure TEXFORCES-BF : Un complexe textile de 17 milliards de FCFA

Le Burkina Faso franchit une nouvelle étape dans sa politique de transformation locale des matières premières. Le président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a officiellement inauguré, ce mercredi 9 septembre 2026 à Bobo-Dioulasso, le Complexe Industriel Textile des Forces du Burkina Faso (TEXFORCES-BF).

Implantée à Logofourso, à la sortie de Bobo-Dioulasso sur l'axe menant à Orodara, cette nouvelle infrastructure industrielle représente un investissement de 17 milliards de FCFA. Elle s'inscrit dans la volonté des autorités burkinabè de renforcer les capacités nationales de production et de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations de produits textiles.



TEXFORCES-BF est spécialisée dans la transformation du coton et la fabrication de produits destinés notamment aux Forces armées, aux corps paramilitaires, aux professionnels ainsi qu'au marché civil.

Construit sur une superficie de neuf hectares, le complexe dispose d'unités de filature, de tissage et de confection. Il comprend également un bâtiment administratif, un magasin et une infirmerie.

Avec une capacité initiale de transformation de plus de 2 000 tonnes de coton par an, l'usine produira notamment des tenues, des tissus, des tee-shirts, des mailles et divers autres articles textiles.

Au-delà de sa dimension industrielle, TEXFORCES-BF devrait avoir un impact important sur l'emploi. Les projections annoncent la création de 600 emplois directs et jusqu'à 15 000 emplois indirects.

L'inauguration du complexe constitue également un signal adressé à la filière cotonnière burkinabè : produire du coton ne suffit plus, l'enjeu est désormais d'en transformer une part croissante localement afin de créer davantage de valeur ajoutée.

Avec TEXFORCES-BF, le Burkina Faso entend ainsi conjuguer besoins stratégiques des forces nationales, industrialisation, création d'emplois et souveraineté économique.

Fatou Sissoko

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Sécurisation du numérique au Mali : Médias et société civile en conclave à Bamako



Face à la montée des infox, aux dérives sur les réseaux sociaux et aux nouveaux risques liés à la cybercriminalité, acteurs des médias et organisations de la société civile se sont retrouvés les 8 et 9 septembre 2026 à Bamako. Au cœur des échanges : mieux connaître les textes juridiques encadrant l'espace numérique tout en veillant à la protection des libertés individuelles et de la liberté d'expression.

Pendant deux jours, le restaurant La Pirogue, à Bamako, a servi de cadre à un atelier stratégique réunissant des professionnels des médias et des représentants d'organisations citoyennes autour des défis liés à la sécurisation de l'espace numérique malien.

La rencontre s'inscrit dans le cadre du projet « Siguida Hêrêma », conduit par Search for Common Ground en collaboration avec l'Union des Radios et Télévisions Libres du Mali (URTEL).

L'initiative intervient dans un contexte marqué par la place croissante du numérique dans la circulation de l'information. Facebook, WhatsApp, TikTok et d'autres plateformes sont devenus des espaces majeurs de production, de diffusion et de consommation de contenus. Cette évolution facilite l'accès à l'information et l'expression citoyenne, mais favorise également la propagation rapide de fausses nouvelles, de rumeurs et de contenus susceptibles d'alimenter les tensions sociales.

D'où l'importance accordée, durant l'atelier, à l'appropriation des textes juridiques relatifs à la cybercriminalité et à la régulation des contenus en ligne.



Pour les participants, la connaissance du cadre légal constitue un enjeu majeur, particulièrement pour les journalistes et les acteurs de la société civile appelés quotidiennement à produire, vérifier, commenter ou partager des informations.

Mais la sécurisation du numérique pose également une question fondamentale : jusqu'où réguler sans porter atteinte aux libertés ?

La lutte contre les infox et les infractions commises dans l'espace numérique ne saurait, en effet, être dissociée de la nécessité de préserver la liberté de la presse, la liberté d'expression et les droits individuels. L'enjeu consiste donc à trouver un équilibre entre responsabilité numérique et protection des libertés fondamentales.

Cette problématique est d'autant plus importante que la frontière entre information erronée, opinion, critique et infraction peut parfois donner lieu à des interprétations divergentes.

L'atelier des 8 et 9 septembre entend ainsi renforcer les capacités des participants afin qu'ils puissent mieux comprendre leurs droits, mais également leurs responsabilités dans l'utilisation des outils numériques.

Pour les médias, cette responsabilité passe notamment par la vérification des sources, le recoupement des informations et la prudence avant toute publication. Pour la société civile, elle implique également une utilisation responsable des plateformes numériques dans le débat public.

À travers « Siguida Hêrêma », Search for Common Ground et l'URTEL entendent finalement contribuer à l'émergence d'un espace numérique plus sûr et plus responsable.

Car face aux infox, la réponse ne peut reposer uniquement sur la répression. Elle passe aussi par l'éducation aux médias, la connaissance du droit, la vérification de l'information et la responsabilisation des citoyens.

Le véritable défi reste donc de sécuriser le web sans étouffer la parole publique : combattre les abus tout en préservant les libertés qui constituent le fondement même d'une information pluraliste.

Karamoko B Keita

Sécurité, genre et climat à Ségou : Les comités consultatifs de sécurité passent à l'action



Les défis sécuritaires ne se limitent plus à la seule réponse militaire. À Ségou, autorités, forces de défense et de sécurité, leaders traditionnels et société civile veulent renforcer une approche locale de la prévention des conflits qui prend également en compte les femmes, les personnes vulnérables et les conséquences du changement climatique.

Un atelier consacré au renforcement des capacités des Comités Consultatifs de Sécurité (CCS) s'est tenu, mardi 8 septembre 2026, à Ségou. La rencontre a réuni plusieurs catégories d'acteurs impliqués dans la gouvernance et la sécurité locales autour d'un objectif commun : rendre la prévention et la gestion des conflits plus inclusives et mieux adaptées aux réalités des communautés.

Les travaux ont particulièrement concerné les CCS de Ségou, Siribala et Niono, trois localités confrontées, à des degrés différents, aux défis de cohésion sociale, de sécurité et de gestion des ressources.

Premier axe de la rencontre : la paix et la cohésion sociale. Les participants ont travaillé sur les mécanismes susceptibles de renforcer le dialogue communautaire et d'anticiper les tensions avant qu'elles ne dégénèrent en conflits ouverts.

Cette approche accorde une place importante aux acteurs locaux. Autorités administratives, forces de défense et de sécurité, responsables communautaires, leaders traditionnels et organisations de la société civile sont appelés à développer des mécanismes permanents d'écoute et de concertation.

La question du genre a constitué le deuxième volet majeur de l'atelier. Il s'agit notamment de mieux intégrer les femmes dans les mécanismes locaux de sécurité et de prévention des conflits, tout en accordant une attention particulière à la protection des personnes vulnérables.

Au-delà de leur exposition particulière aux conséquences des crises, les femmes peuvent jouer un rôle déterminant dans la médiation, l'alerte précoce, la réconciliation et la reconstruction du lien social.

Autre dimension importante : le changement climatique. Dans une région où l'accès à la terre, à l'eau et aux espaces pastoraux constitue un enjeu majeur pour les populations, les bouleversements environnementaux peuvent accentuer les tensions entre communautés.

Sécheresses, pression sur les ressources naturelles, dégradation des terres ou modification des activités agricoles et pastorales sont autant de facteurs susceptibles d'avoir des répercussions sur la stabilité locale. Leur prise en compte dans les stratégies de prévention apparaît donc essentielle.

L'initiative repose sur une synergie associant notamment la Commune de Ségou, la DCAF, la COMAGESC, le RENEDEP-Mali, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Fonds pour la consolidation de la paix.

À travers cet atelier, les différents partenaires veulent surtout rapprocher la gouvernance sécuritaire des préoccupations quotidiennes des populations.

Dans une région confrontée à des défis multiples, le pari est clair : faire de la sécurité une responsabilité partagée, où prévention des conflits, dialogue communautaire, participation des femmes et adaptation aux changements climatiques deviennent les piliers d'une paix durable.

Moussa Diarra



Lutte contre l'enrichissement illicite : Le ramlcdf interpelle le ministre de la justice sur la déclaration de biens



Le Réseau des Associations Maliennes de Lutte contre la Corruption et la Délinquance Financière (RAMLCDF) interpelle le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme sur le respect de l'obligation de déclaration de biens. Dans une correspondance adressée au département, son président, Moussa Ousmane Touré, fait état d'un niveau qu'il juge particulièrement faible de déclarations enregistrées entre 2016 et 2023.

Selon les chiffres avancés dans la lettre, seulement 76 déclarations auraient été enregistrées sur cette période pour les assujettis relevant du secteur concerné : 2 en 2016, 16 en 2017, 34 en 2018, 8 en 2019, 9 en 2020, 5 en 2021, puis une seule déclaration respectivement en 2022 et 2023.

Le RAMLCDF s'inquiète particulièrement de la baisse observée depuis 2018. Il l'attribue notamment à une faible implication des autorités dans le suivi de cette obligation, à la situation sociopolitique du pays, à une connaissance insuffisante des dispositions légales par certains assujettis ainsi qu'à diverses réticences.

Le Réseau rappelle que la législation relative à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite prévoit des obligations en matière de déclaration de biens, notamment lors de certaines prises ou cessations de fonctions et, selon les dispositions invoquées dans la correspondance, leur actualisation.

Face à la situation, Moussa Ousmane Touré demande au ministre d'inviter les agents assujettis placés sous son autorité, ainsi que les responsables d'institutions et structures partenaires concernés, à se conformer à leurs obligations lorsqu'ils ne l'auraient pas encore fait.



La correspondance dresse une liste de plus de 160 catégories de fonctions. Sont notamment cités des responsables du ministère de la Justice, des magistrats et greffiers, des membres de la Cour suprême et de la Cour constitutionnelle, des responsables des Cours d'appel et tribunaux, ainsi que ceux des pôles judiciaires spécialisés.

Le Barreau, les organisations de magistrats, la Commission nationale des droits de l'Homme, certaines organisations de la société civile et plusieurs directions et structures relevant du secteur de la justice figurent également dans cette longue énumération, que le RAMLCDF précise lui-même ne pas considérer comme exhaustive.

Cette liste ne signifie toutefois pas que chacune des personnes occupant ces fonctions a manqué à son obligation. La démarche du Réseau consiste à demander au ministre de s'assurer que tous les assujettis concernés sont effectivement en règle.

Pour le RAMLCDF, l'enjeu dépasse le simple accomplissement d'une formalité administrative. La déclaration de biens constitue un mécanisme de transparence destiné à prévenir l'enrichissement illicite et à renforcer la confiance des citoyens envers les institutions.

Le Réseau estime ainsi que le secteur de la justice, chargé lui-même de faire respecter la loi et de combattre la délinquance financière, doit être exemplaire.

À travers cette interpellation, le RAMLCDF place donc le ministre de la Justice devant une question de cohérence institutionnelle : ceux qui incarnent ou administrent la justice peuvent-ils durablement exiger le respect des obligations légales sans montrer eux-mêmes l'exemple en matière de transparence patrimoniale ?

Karamoko B Keita

Mali–Banque Mondiale : Nicola pontara reçu à la primature pour redynamiser la coopération



Le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a reçu, mardi 8 septembre 2026 à Bamako, le nouveau Directeur des Opérations de la Banque mondiale pour le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad, Nicola Pontara. Au centre des échanges : l'accélération des projets de développement et leur meilleur alignement sur les priorités stratégiques définies par les autorités maliennes.

La coopération entre le Mali et la Banque mondiale veut gagner en efficacité et surtout produire davantage de résultats concrets pour les populations. C'est l'un des principaux enseignements de l'audience accordée à une délégation de l'institution financière internationale par le Premier ministre Abdoulaye Maïga, au nom du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta.

Récemment entré en fonction comme Directeur des Opérations pour le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad, Nicola Pontara était venu prendre les orientations du Chef du gouvernement sur les priorités du Mali en matière de coopération au développement.

Les discussions ont fait ressortir plusieurs domaines de convergence entre Bamako et la Banque mondiale. Parmi eux figurent le développement du capital humain, l'amélioration de l'accès des populations à une énergie fiable et de qualité ainsi que l'accroissement des performances du secteur agricole.



Ces secteurs occupent une place stratégique dans les ambitions de développement du Mali. L'amélioration du capital humain renvoie notamment aux capacités du pays à investir durablement dans sa population, tandis que l'accès à l'énergie demeure déterminant pour l'activité économique, l'industrialisation et l'amélioration des conditions de vie. L'agriculture, de son côté, reste un pilier essentiel de l'économie nationale et de la sécurité alimentaire.

Le Premier ministre a assuré la délégation de la disponibilité du gouvernement malien à accompagner les interventions de la Banque mondiale.

Les autorités reconnaissent toutefois que la mise en œuvre de certains projets rencontre des difficultés, notamment en raison de la situation sécuritaire. Malgré ces contraintes, Abdoulaye Maïga a réaffirmé que l'amélioration des conditions de vie des populations demeure une priorité du gouvernement de Transition.

L'enjeu sera désormais de traduire cette convergence de vues en réalisations concrètes.

Le Chef du gouvernement mise notamment sur l'accélération des procédures de mise en œuvre des projets afin d'en améliorer l'impact. Il souhaite également une plus grande cohérence entre les interventions de la Banque mondiale et les orientations nationales.

À ce titre, Bamako entend inscrire davantage cette coopération dans le cadre de la « Vision Mali Kura Ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 » et de la Stratégie nationale pour l'émergence et le développement durable (SNEDD).

Cette volonté d'alignement traduit une orientation politique claire : faire en sorte que les partenaires au développement accompagnent les priorités définies par le Mali plutôt que de multiplier des interventions insuffisamment articulées avec les stratégies nationales.

La rencontre entre Abdoulaye Maïga et Nicola Pontara ouvre ainsi une nouvelle séquence dans les relations entre le Mali et la Banque mondiale. Au-delà des engagements institutionnels, le véritable défi sera désormais celui des résultats : accélérer les projets et faire en sorte que les financements mobilisés se traduisent par des améliorations perceptibles dans la vie quotidienne des Maliens.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Mois du tourisme au Mali : Sékou Dolo, un demi-siècle au service de la destination mali



À l'occasion du Mois du Tourisme célébré durant tout le mois de septembre, le ministère en charge du Tourisme met à l'honneur Sékou Dolo, l'un des parrains de cette initiative et figure emblématique du guidage touristique au Mali. Avec un demi-siècle d'expérience, l'homme incarne une partie de la mémoire d'un secteur que les autorités ambitionnent aujourd'hui de revitaliser.

Le Mali veut redonner vie à son tourisme. C'est dans cette perspective que le département en charge du secteur organise, pour la première fois cette année, le Mois du Tourisme autour du programme « Les Maliens visitent le Mali ».

L'objectif est notamment d'encourager le tourisme intérieur, de promouvoir la destination Mali et de contribuer à la revitalisation culturelle des territoires. L'initiative s'inscrit, selon le ministère, dans la vision portée par le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta.

Pour symboliser cette ambition, le département a choisi de mettre en avant des acteurs ayant consacré leur vie au secteur. Sékou Dolo en fait partie.

Avec environ cinquante années d'expérience dans le guidage, il figure parmi les plus anciens guides touristiques du pays. Depuis 1991, il dirige le bureau des guides du Campement de Sangha, au cœur du Pays dogon.

Au fil de sa carrière, Sékou Dolo a participé à l'organisation, la programmation et la planification des séjours de groupes et de voyageurs individuels pour de nombreuses agences touristiques maliennes et étrangères.

Son expérience l'a également conduit à accompagner d'importantes délégations officielles. Il a notamment été guide principal lors de visites impliquant l'ancien président malien Amadou Toumani Touré, l'ancien président français Jacques Chirac ou encore Abdou Diouf.

À travers son parcours, c'est toute une époque du tourisme malien qui ressurgit, lorsque le Pays dogon et d'autres sites emblématiques attiraient des visiteurs venus du monde entier.

Le choix de Sékou Dolo comme parrain porte donc un message de transmission et d'espoir : préserver l'expérience des anciens pour reconstruire l'avenir d'un secteur durement éprouvé.

« Ensemble, redonnons vie au tourisme malien » : le slogan du mois résume ainsi l'ambition d'une destination Mali en quête de renaissance.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Traitement des maladies rénales au Mali : La visite de la ministre rassure les patients dialysés de Bamako



La prise en charge des maladies rénales demeure un enjeu majeur de santé publique au Mali, particulièrement pour les patients atteints d'insuffisance rénale chronique dont la survie dépend souvent de séances régulières d'hémodialyse. C'est dans ce contexte que la ministre de la Santé et du Développement social, le Médecin Colonel-major Assa Badiallo Touré, a effectué une tournée d'inspection au sein de trois structures spécialisées mises à la disposition des populations de Bamako.

Cette visite de terrain avait notamment pour objectif de constater de visu les conditions de fonctionnement des unités d'hémodialyse et de s'assurer de la continuité des soins offerts aux malades. Au contact des responsables sanitaires, du personnel soignant et surtout des patients, la ministre a pu mesurer les réalités quotidiennes de la prise en charge des personnes souffrant d'affections rénales chroniques.

Pour les patients dialysés, cette présence de la première responsable du département de la Santé constitue un signal rassurant. La dialyse impose en effet un suivi médical rigoureux et régulier, ce qui rend particulièrement sensibles les questions liées à la disponibilité des équipements, des consommables, des médicaments et du personnel spécialisé.

Les trois structures visitées s'inscrivent dans les efforts engagés par les autorités de la Transition, sous l'impulsion du président Assimi Goïta, pour renforcer l'offre de soins dans la capitale et rapprocher les services spécialisés des populations.

Au-delà des infrastructures, le défi reste cependant celui de leur fonctionnement durable. Pour les malades et leurs familles, l'essentiel réside dans la capacité du système sanitaire à garantir, sans interruption, les séances de dialyse indispensables à la survie des patients.

La tournée du Médecin Colonel-major Assa Badiallo Touré apparaît ainsi comme une occasion de vérifier les acquis, mais également d'identifier les difficultés susceptibles d'affecter la qualité des soins.

Dans un domaine où chaque séance compte, la vigilance des autorités sanitaires demeure déterminante. Pour les patients dialysés de Bamako, cette visite ministérielle nourrit donc l'espoir d'une prise en charge plus régulière, plus accessible et durable des maladies rénales au Mali.

Arouna Sidibé

Al Aminou Lo met la dette et la redevabilité au cœur de sa communication : Une sortie qui relance le débat sur la gestion de l'État



La dernière intervention publique du Premier ministre sénégalais Al Aminou Lo n'est pas passée inaperçue. Présentée par ses soutiens comme un véritable exercice de redevabilité, sa prestation a notamment porté sur la situation de la dette et plusieurs questions relatives à la conduite des affaires publiques.

Dans sa communication, le chef du gouvernement s'est attaché à apporter des éclaircissements sur des dossiers qui ont alimenté ces derniers mois le débat politique et économique au Sénégal. La question de la dette a particulièrement retenu l'attention, tant elle a suscité controverses, interprétations divergentes et affrontements politiques.

Pour ses partisans, Al Aminou Lo a fait preuve de maîtrise, de discipline et de retenue dans la parole publique. Certains n'hésitent pas à mettre en avant son profil de « Domou Daara », expression renvoyant notamment à une éducation fondée sur la rigueur, l'humilité et le sens de la responsabilité.

Mais cette prestation donne également lieu à une lecture politique plus large. Elle est utilisée par certains observateurs et soutiens du gouvernement pour établir un contraste avec l'ancien Premier ministre Ousmane Sonko, dont le style de communication, souvent offensif, avait marqué le débat public.

Ses détracteurs lui reprochaient notamment des déclarations jugées parfois trop polémiques et une communication susceptible d'entretenir les tensions politiques. Ses partisans, en revanche, ont longtemps considéré cette liberté de ton comme l'expression d'une volonté de rupture avec les anciennes pratiques de gouvernance.

Au-delà de cette opposition de styles, l'intervention d'Al Aminou Lo remet au centre une question fondamentale : quelle doit être la place de la parole d'un Premier ministre dans la conduite de l'État ?

Dans un contexte où les enjeux économiques et financiers exigent des réponses précises, la fonction gouvernementale impose effectivement rigueur, maîtrise des dossiers et responsabilité. La communication politique ne peut, à elle seule, remplacer l'action publique et les résultats attendus par les citoyens.

En privilégiant une communication axée sur les explications et la redevabilité, Al Aminou Lo cherche ainsi à installer une méthode. Reste désormais à savoir si cette posture se traduira durablement dans l'action gouvernementale et, surtout, dans l'amélioration des conditions de vie des Sénégalais.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

TOURNOI UFOA-A SÉNÉGAL 2026 – QUALIFICATIF CAN U17 : Le Mali tenu en échec par le Libéria d'entrée



Les Aiglonnets du Mali ont entamé leur campagne dans le tournoi UFOA-A qualificatif pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations des moins de 17 ans par un match nul. Opposée au Libéria, ce mardi 8 septembre 2026, l'équipe nationale U17 du Mali a dû se contenter d'un score de parité (1-1) au Stade Abdoulaye Wade de Diamniadio, au Sénégal.

Pour cette première journée de la compétition sous-régionale, les deux sélections avaient à cœur de réussir leur entrée en lice afin de prendre une bonne option dans la course à la qualification. Au terme d'une rencontre disputée, aucune des deux formations n'est cependant parvenue à faire la différence.

Avec ce partage des points, les Aiglonnets démarrent donc le tournoi avec une unité au compteur. Un résultat qui ne compromet pas leurs ambitions, mais qui les oblige désormais à aborder la suite de la compétition avec davantage d'efficacité pour rester pleinement maîtres de leur destin.

La principale satisfaction du côté malien est venue de Lassine Coulibaly. Auteur d'une prestation remarquable dans le secteur défensif, le jeune Aiglonnet a été désigné « Homme du match ». Une distinction individuelle qui récompense son engagement et la qualité de sa prestation au cours de cette première sortie.

Le Mali, dont les sélections de jeunes nourrissent régulièrement de grandes ambitions sur la scène continentale, devra maintenant rapidement tourner la page de ce match nul. Dans un tournoi qualificatif où chaque point peut peser lourd au moment du décompte final, les prochaines rencontres seront déterminantes.

L'objectif reste inchangé pour les Aiglonnets : décrocher leur qualification pour la prochaine CAN U17 et poursuivre leur parcours sur la scène africaine.

Après ce premier partage des points face au Libéria, place désormais à la récupération et à la préparation du prochain rendez-vous. Les jeunes Maliens savent qu'ils devront monter en puissance pour transformer leurs ambitions en résultats.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com